

*Questions orales*

que des emplois sont créés. C'est là que sortira notre prospérité à long terme, et c'est cette politique que nous voulons continuer de suivre.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Le ministre des Finances ne reconnaît pas que beaucoup de gens souffrent dans notre pays. Les jeunes, pour lesquels le taux de chômage atteint presque 20 p. 100, ont perdu espoir. Je pense bien franchement que le gouvernement se doit de dire aux Canadiens ce qu'il entend faire pour redresser la situation, au lieu de ne pas tenir compte du sort d'un si grand nombre de Canadiens.

[Français]

Par exemple, le tiers des personnes qui vivent de l'assurance-chômage habitent au Québec; 700 000 Québécois vivent de bien-être social. Toutes ces personnes sont victimes des politiques économiques des Conservateurs, des victimes de leur échec. C'est pourquoi je pose la question suivante au premier ministre: Est-il d'accord avec son ministre des Finances qui dit que le gouvernement n'a aucune raison de changer ses politiques économiques?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le ministre des Finances vient de souligner quelques éléments positifs importants dans l'évolution économique du Canada. Il a reconnu, bien sûr, le problème important qui se pose dans le domaine du chômage. Tous les députés de toutes les formations politiques déplorent avec raison le taux très élevé, trop élevé dis-je, de chômage au Canada, même si c'est une situation qui persiste depuis le début des années 1980. Mais je pense que le chef des Néo-démocrates devrait prendre un certain encouragement dans les opinions émises par le FMI et l'OCDE, deux organismes internationaux importants, qui affirment que les changements imposés par le gouvernement canadien sont de nature à favoriser la productivité et la majoration de notre situation concurrentielle, créant ainsi un nombre d'emplois importants au Canada.

Alors, bien sûr, il n'y aura pas de miracle du jour au lendemain, mais je pense que nous avons toutes les raisons d'être confiants quant à l'avenir avec les politiques annoncées et les politiques qui seront annoncées par le ministre des Finances.

[Traduction]

**L'INDUSTRIE AÉRIENNE**

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire.

Notre parti ne demande pas au gouvernement de faire des miracles. Nous lui demandons simplement d'avoir des idées et de proposer un plan afin de régler le grave problème de pénurie d'emplois au pays.

Nous avons promis aux Canadiens que, lorsque le Parlement ferait sa rentrée, les choses seraient différentes. Nous avons dit que nous nous concentrerions tous sur l'économie. Pourtant, le gouvernement nous dit aujourd'hui qu'il va poursuivre dans la même veine. Si c'est ce qu'il appelle se concentrer sur l'économie, ce n'est pas la peine.

Je veux poser une question précise au premier ministre. Laissons de côté les belles paroles et soyons clairs. Le gouvernement a la possibilité de sauver des dizaines de milliers d'emplois dans l'industrie aérienne, mais celui-ci doit agir dans les quelques jours qui viennent. Le gouvernement a-t-il un plan? Va-t-il agir et que compte-t-il faire exactement?

**L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports):** Monsieur le Président, il est évident que les membres du gouvernement et tous les députés, y compris ceux de l'opposition, sont préoccupés par la perte possible de 16 000 emplois chez les Lignes aériennes Canadien International.

C'est la raison pour laquelle nous avons accepté il y a quelques jours d'avoir des consultations poussées et très productives avec les trois groupes en cause, à savoir le conseil des employés, PWA et AMR, afin de voir comment nous pourrions établir un plan qui assurerait la survie des Lignes aériennes Canadien International sans pénaliser toute cette industrie au Canada.

En d'autres mots, nous cherchons une solution qui soit profitable à tous les Canadiens et qui garantisse en même temps une industrie aérienne sûre et rentable au Canada.

Nous avons été très impressionnés par l'engagement dont ont fait preuve tous les employés, tous les syndiqués qui ont fait bloc et ont accepté de faire certaines concessions au niveau des salaires. En outre, ceux-ci sont aussi prêts à investir leur propre argent dans l'entreprise de leur employeur. À mon sens, cette attitude témoigne de leur dévouement. Nous avons des rencontres avec ces personnes afin d'essayer d'en arriver à une solution viable.